

Unité départementale d'Eure-et-Loir
Cité Administrative – 15 Place de la République
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres, le 08/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PARMENTINE PRODUCTION SAS

ZI - Route de Lhopiteau
16, rue Pasteur
28150 LES VILLAGES VOVEENS

Références : VAT2022-0430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2022 dans l'établissement PARMENTINE PRODUCTION SAS implanté ZI - Route de Lhopiteau 16, rue Pasteur 28150 LES VILLAGES VOVEENS. L'inspection a été annoncée le 22/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARMENTINE PRODUCTION SAS
- ZI - Route de Lhopiteau 16, rue Pasteur 28150 LES VILLAGES VOVEENS
- Code AIOT dans GUN : 0010004115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société PARMENTINE exploite une usine de conditionnement de pommes de terre et leur stockage en entrepôts couverts à Voves.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
N°6 : Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
N°7 : Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
N°10 : Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°4 : NC5 de la VI du 24/09/15	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7	NC5 de la VI du 24/09/15	Sans objet
N°12 : Autres dispositions sur réseau incendie (maillage)	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéas 7 et 8	/	Sans objet
N°13 : Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 9	/	Sans objet
N°16 : Remplissage des réservoirs de véhicules	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.13	/	Sans objet
N°17 : Moyens incendie sur les installations de distribution de GIL	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.15	/	Sans objet
N°18 : Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 1.6.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°1 : NC1 de la VI du 24/09/15	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.3.3	/	Sans objet
N°2 : NC2 de VI du 24/09/15	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.3.3	/	Sans objet
N°3 : NC3 et NC4 de la VI du 24/09/15	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 11	/	Sans objet
N°5 : NC6 de la VI du 24/09/15	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 7	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°8 : Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.4.5	/	Sans objet
N°9 : Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.6.2	/	Sans objet
N°11 : Accord assistance mutuelle avec société voisine	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéa 6	/	Sans objet
N°14 : Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.6.5.1	/	Sans objet
N°15 : Contrôle de l'accès aux installations de distribution de GIL	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : N°1 : NC1 de la VI du 24/09/15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prescriptions relatives à l'utilisation de CFC, de HFC et de HCFC
Prescription contrôlée : L'établissement comporte des équipements qui utilisent comme fluide frigorigène des CFC, HCFC ou HEC et dont la charge en fluide est supérieure à 2 kg. L'exploitant s'assure que les entreprises qui manipulent les fluides frigorigènes sont inscrites à cet effet en préfecture. Elles doivent posséder les capacités professionnelles fixées par le décret supra et décrites dans l'arrêté ministériel du 10 février 1993.
Constats : L'exploitant a présenté en séance les anciennes attestations d'aptitude qu'il détenait pour la manipulation des fluides frigorigènes. L'exploitant n'utilisant plus de fluides frigorigènes, la non-conformité NC1 relevée lors de la VI du 24/09/15 est donc de fait soldée.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : - Attestation d'aptitude à la manipulation des fluides de catégorie 1 délivrée par l'organisme « GEF En » le 12 décembre 2011 pour un opérateur. - Attestation d'aptitude n°001897 du 28 juin 2011 pour un autre opérateur. Depuis un an et demi, l'entreprise n'utilise plus de fluides frigorigènes pour ses installations de refroidissement qui fonctionnent désormais 100 % à l'eau glycolée. <u>Pour rappel :</u> Lors de la VI du 24/09/2015, la non conformité suivante (NC1) avait été relevée : - L'exploitant ne peut s'assurer que tous les opérateurs en charge de l'entretien des installations contenant des fluides frigorigènes possèdent l'attestation d'aptitude requise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°2 : NC2 de VI du 24/09/15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Prescriptions relatives à l'utilisation de CFC, de HFC et de HCFC
Prescription contrôlée : L'exploitant consigne, dans un registre ouvert à cet effet, l'ensemble des informations liées à l'entretien des installations. Sont notamment enregistrés : <ul style="list-style-type: none">- les volumes de fluides achetés,- les dates et la nature des opérations réalisées sur les équipements,- les volumes des appoints éventuels,- les volumes récupérés lors des vidanges totales ou partielles,- les filières d'élimination des déchets générés par les interventions. Ce registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, est complété annuellement d'un calcul du taux de fuite des fluides mis en œuvre.
Constats : L'exploitant n'utilisant plus de fluides frigorigènes, la non-conformité NC2 relevée lors de la VI du 24/09/15 est donc de fait soldée.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- Rapport d'intervention FORGEL n°1006892 en date du 04/08/21 qui formalise la quantité de glycol rajoutée dans l'installation (fourniture du produit par l'exploitant), la remise en service de l'installation et le contrôle de bon fonctionnement des équipements (dont notamment les sondes de niveau). L'exploitant n'utilisant plus de fluides frigorigènes, il n'est plus censé renseigner un registre contenant l'ensemble des informations liées à l'entretien de ses installations contenant des fluides frigorigènes. Par contre, il a tenu à disposition de l'inspection le dernier rapport de son prestataire FORGEL intervenu pour réaliser le contrôle annuel d'étanchéité de son installation de refroidissement qui fonctionne depuis un an et demi 100 % à l'eau glycolée. <u>Pour rappel :</u> Lors de la VI du 24/09/15, la non-conformité suivante (NC2) avait été relevée : <ul style="list-style-type: none">- Absence de registre contenant l'ensemble des informations liées à l'entretien des installations contenant des fluides frigorigènes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°3 : NC3 et NC4 de la VI du 24/09/15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de pallox, palettes et cartons
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 01 août 2006 sont remplacées par les prescriptions ci-dessous :</p> <p>« Le stockage des pallox, des palettes et des tasseaux est réparti de la façon suivante :</p> <p>Aire A1 (sud-ouest) – superficie de 1 900 m² – 4 000 pallox – 7,2 m en hauteur de stockage (6 pallox) – distance de 8 m par rapport à la limite de propriété</p> <p>Aire A2 (entre bloc II et bloc III) - superficie de 4 000 m² – 11 000 pallox – 9,6 m en hauteur de stockage (8 pallox) – distance de 10 m par rapport à la limite de propriété</p> <p>Aire A6 (entre bloc IV et limite est) - superficie de 600 m² – 1 500 pallox – 6 m en hauteur de stockage (5 pallox) – distance de 16 m par rapport à la limite de propriété</p> <p>Aire A5 (limite est) - superficie de 200 m² – 1 000 palettes et 25 000 tasseaux – 5 m en hauteur de stockage (palettes) et 2 m en hauteur (tasseaux) – distance de 14 m par rapport à la limite de propriété</p> <p>Une distance minimale de 10 mètres doit séparer les aires de stockage A1, A2, A5 et A6 entre eux et vis-à-vis des blocs I, II, III et IV.</p> <p>Une distance minimale de 10 mètres doit séparer le bloc IV du bloc III.</p> <p>Une distance minimale de 10 mètres doit séparer la citerne de propane des aires de stockage de pallox A5 et A6 ainsi que du bloc III.</p>
Constats : Prescription respectée.
<p>Observations : Pour rappel, lors de la VI du 24/09/15, les 2 non-conformités (NC3 et NC4) avaient été relevées :</p> <p>1) Non-respect de la distance minimale requise entre l'aire A2 (pallox à réparer) et la limite de propriété (< 10 mètres).</p> <p>2) Non-respect de la distance minimale requise entre l'aire A2 (pallox à réparer) et le bloc IV (< 10 mètres).</p> <p>Lors de la visite de terrain menée le 01/07/22, l'exploitant a informé l'inspectrice avoir fait l'acquisition de la bande de parcelles qui longent le site le long de la route côté ligne SNCF. Cet achat a permis de s'assurer du respect des 10 mètres minimum entre l'aire A2 de pallox et la nouvelle limite de propriété ainsi reculée.</p> <p>L'attestation notariale datée du 6/10/10 relative à l'acquisition par PARMENTINE des parcelles correspondantes (YV 185, 187, 189, YZ 307, 373 au lieu-dit Saint Mémain à Voves) a été transmise par l'exploitant par courriel le 08/07/22. Ce justificatif permet de lever la NC3 de la VI du 24/09/15.</p> <p>A réception de l'attestation notoriale, l'inspectrice a vérifié sur GEOPORTAIL que les numéros de parcelles rachetées étaient les bons par rapport à la localisation des aires de stockage. Pas d'observation formulée.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite de terrain le 1er juillet 2022, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- le respect de la distance d'éloignement de 10 mètres minimum entre l'aire A2 (pallox à réparer) et le bloc IV, ce qui permet de lever la NC4 relevée lors de la visite du 24/09/15.- le respect des hauteurs de stockage sur les aires A1 et A2.- l'aire A5 vide de tout stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°4 : NC5 de la VI du 24/09/15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme incendie
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 01 août 2006 sont remplacées par les prescriptions ci-dessous : « Le local de stockage des emballages du bâtiment B est équipé d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme à un système de surveillance."
Constats : Le fonctionnement du report d'alarme à un système de surveillance n'a pas pu être vérifié dans la mesure où, lors de la visite du 1er juillet 2022, le système de détection automatique d'incendie était inopérant. La NC5 de la VI du 24/09/15 est donc maintenue.
Observations : Lors de la visite du 1er juillet 2022, le système de détection automatique d'incendie était inopérant. Cet écart est repris dans le constat N°10 de la présente inspection. Considérant ce constat, la levée de la NC5 de la VI du 24/09/15 n'a pu être faite lors de l'inspection du 1er juillet 2022. L'exploitant a toutefois indiqué en séance que le site est « normalement » sous alarme (intrusion et incendie) et qu'en cas de détection en dehors des heures de fonctionnement, un appel est réalisé au chef de centre pour effectuer la levée de doute. Cette disposition n'est toutefois pas encore clairement identifiée dans une procédure (écart repris dans le constat n°13 de la présente inspection). La NC5 de la VI du 24/09/15 est donc maintenue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°5 : NC6 de la VI du 24/09/15

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Commande de désenfumage
Prescription contrôlée : Le bâtiment (B) de tri, lavage, conditionnement et expédition de pommes de terre est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou auto-commande. Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.
Constats : Le jour de l'inspection du 01/07/22, l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives pour répondre à la NC6 de la VI du 24/09/15. Cette dernière est de fait soldée.
Observations : Lors de la VI du 24/09/15, il avait été relevé la non-conformité (NC6) suivante : - La commande manuelle du système de désenfumage située près de l'issue de secours du local emballages (bâtiment B) est difficilement accessible (encombrement par des bobines d'emballage). Lors de la visite terrain le 1er juillet 2022, il a été constaté que la commande manuelle du système de désenfumage située près de l'issue de secours du local emballages (bâtiment B) est convenablement accessible. L'exploitant a fait installer à un mètre devant l'issue de secours une rambarde empêchant ainsi l'accumulation de matières à cet endroit. La NC6 de la VI du 24/09/15 est donc de fait soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distinctes de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques peuvent présenter un risque d'incendie et d'explosion. Un certain nombre d'actions correctives ont été mis en œuvre en interne. D'autres pourront être faites par un prestataire externe dans le cadre de l'arrêt technique du site qui va démarrer le 1er juillet au soir.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de vérification des installations électriques référencé n°8174945/1.71.P du 18 janvier 2022 rédigé par BUREAU VERITAS (intervention du 10 au 13 janvier 2022).- Tableau de suivi des mises en conformité électriques via la plateforme numérique « BV Link » : détails des actions menées en interne pour résorber les écarts (suivi assuré par le responsable maintenance).- Q18 de BUREAU VERITAS datant du 13/01/22 indiquant des risques d'incendie et d'explosion.- Q19 de BUREAU VERITAS datant du 02/12/21 et indiquant un défaut de priorité 1 résolu immédiatement.- Devis ESARI signé le 16/03/22 et référencé DV.22476 pour la mise en place de mesures correctives au niveau des installations électriques lors de l'arrêt technique du site prévu à compter du 1er juillet 2022 au soir.
L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs des actions prises pour corriger les écarts relevés dans le dernier rapport de vérification des installations électriques datant de janvier 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : N°7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p>
Constats : L'exploitant doit être en mesure de justifier que ces installations sont en conformité vis-à-vis des dispositions de l'AM du 04/10/10 modifié notamment ces articles 20 et 21.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : - Analyse du risque Foudre (ARF référencée AG 20137 du 18/10/13) contenant également une étude technique. Si certains bâtiments du site sont auto-protégés contre la foudre, l'ARF et l'ETF réalisées en 2013 indiquent que certaines parties d'installations (notamment les pompes d'aspiration ou les parties abritant des EIPS) ne seront protégées contre la foudre qu'après mise en place de mesures de protection comme des parafoudres. Or, aucune mesure de protection contre la foudre n'a été mise en place sur le site en application de ces études. Les conclusions de l'ARF et de l'ETF doivent être clarifiées concernant la nécessité ou non de déployer des mesures de protection contre la foudre sur le site de PARMENTINE. Dans l'attente de cette clarification de la part de l'exploitant quant à la nécessité ou non d'équiper certaines installations de mesures de protection complémentaires contre la foudre, il sera fait une proposition d'APMD au regard du risque d'incendie susceptible d'être présent (détection incendie non fonctionnelle).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : N°8 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu délivré avant intervention
Prescription contrôlée : Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations où unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.
Constats : L'exploitant dispose bien d'une procédure de permis de feu pour toute intervention n'ayant pas lieu dans le local maintenance du site (principalement dédié à la réparation des chariots élévateurs). Pas de non-respect constaté. Les permis de feu consultés en séance sont correctement renseignés.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : - Permis de feu en date du 9/12/21 et du 14/03/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre sécurité du site a été consulté en séance. Les équipements d'intervention contre l'incendie (extincteurs, trappes de désenfumage, porte coupe-feu...) font l'objet d'un entretien régulier.
Observations : Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants : - Compte-rendu de vérification annuelle des extincteurs fait par le prestataire « Solution Incendie » les 22-24 mars 2022. - Devis n°3825 en date du 31/03/22 pour le remplacement des blocs de secours (éclairage de sécurité) ainsi que pour de la maintenance à réaliser sur une trappe de désenfumage. Les actions correctives sont prévues d'être déployées pendant l'arrêt technique du site qui débute le 1er juillet au soir. - Compte-rendu de visite du CIS (Centre Incendie et Secours) de Voves en date du 31/12/21. Pas d'observation formulée sur les moyens de lutte incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie (dont ressources en eau)
<p>Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des points d'eau (réserves ou poteaux incendie) utilisables par les sapeurs pompiers [...] ; - [...] ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - un système de détection automatique d'incendie dans les salles frigorifiques et dans le local d'emballage. <p>Les points d'eau sont constitués par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des poteaux incendie de DN 100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN, délivrant un débit de 60 m³/h sous 1 bar ; - [...] ; - des réserves incendie disposant d'une capacité unitaire minimale de 120 m³. <p>Constats : Lors de la visite du 1er juillet 2022, le système de détection automatique d'incendie était inopérant (centrale d'alarme mise hors service suite à de nombreuses mises en défaut de capteurs présents dans les cellules de stockage). Dans l'attente d'une remise en service du système automatique de sécurité incendie, l'exploitant a mis en place depuis plusieurs mois des mesures palliatives de surveillance régulière (matin et soir) des stockages afin de détecter d'éventuels départs de feu.</p> <p>Malgré les mesures compensatoires déployées et compte tenu d'autres écarts relevés lors de la présente inspection du 1er juillet 2022 (installations électriques + foudre), le constat de non-fonctionnement de la détection automatique incendie fera l'objet d'une proposition de mise en demeure de régularisation dans les meilleurs délais.</p> <p>Le poteau incendie situé rue Pasteur ne délivre pas un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Observations : L'exploitant a expliqué en séance à l'inspectrice avoir dû changer en 2021 de mode de traitement de ses pommes de terre car l'utilisation du CIPC (chlorprophame) n'était plus autorisée pour la longue conservation des tubercules (non renouvellement de l'homologation du produit à l'échelle européenne). L'ensemble des producteurs de pommes de terre ont ainsi dû s'adapter et trouver d'autres solutions. Les antigerminatifs de substitution retenus par PARMENTINE sont l'éthylène, substance naturelle et autorisée en agriculture biologique ainsi que l'huile de menthe. Le problème rencontré par l'exploitant est que l'utilisation de ces nouveaux produits de traitement a altéré (encrassement possible) les capteurs de la détection incendie dans certaines cellules de stockage, provoquant des mises en défaut à répétition. L'exploitant a donc fait le choix de mettre hors service la centrale de détection et de déployer des mesures conservatoires de surveillance des stockages afin de détecter d'éventuels départs de feu en l'absence de système automatique de détection. Ces mesures sont formalisées dans une procédure qui existait déjà avant la mise en place de la détection incendie. Elle a été consultée en séance avec les modes de preuve correspondants des rondes incendie effectivement réalisées dans ce contexte. Les enregistrements des rondes sont correctement renseignés.</p> <p>L'exploitant a déjà pris l'attache début 2022 de son prestataire incendie pour établir un devis de remise à niveau de son installation de détection incendie. La difficulté rencontrée est que cette mise en conformité nécessitera de disposer de cellules de stockage entièrement vides. Or, l'exploitant rencontre actuellement des difficultés d'écoulement de ses stocks de pommes de terre.</p> <p>L'exploitant devra transmettre sous deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un échéancier de mise en conformité de ses installations vis-à-vis de la détection automatique incendie avec les justifications afférentes. - une proposition de plan de maintenance préventive et de nettoyage des installations pour éviter de nouveau que l'encrassement des capteurs ne viennent mettre en défaut la détection

<p>automatique (plan à élaborer en concertation avec le prestataire en charge de la détection incendie sur le site).</p> <p>- le cas échéant, une proposition d'autre solution alternative à l'utilisation de l'éthylène et de l'huile de menthe comme anti-germinatifs de substitution au CIPC.</p> <p>Consultation en séance le 01/07/22 des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédure de détection des incendies – site de Voves (dernière mise à jour en date du 24/05/13). - Enregistrement des rondes incendie entre mars 2022 et le 1er juillet 2022. - Devis en date du 21 avril 2022 (référence D0000921) réalisé par la société DEF pour la remise à niveau du système de détection incendie (visite des installations réalisée le 17/01/22 - remise en état des installations estimée à 38 k€). - Attestation de la mairie de Voves en date du 3/06/16 fournissant le débit de poteau incendie situé au 16 rue Pasteur. - Compte-rendu de vérification datée du 03/06/21 par le prestataire Solution Incendie du débit du poteau incendie situé rue Pasteur. <p>Le débit insuffisant du poteau incendie Rue Pasteur participe à la non-disponibilité de la ressource en eau et fait l'objet en termes de suite du point de contrôle n°12.</p> <p>Visite de terrain réalisée le 1er juillet 2022 ayant permis également de vérifier la présence des plusieurs réserves incendie sur le site avec vanne de barrage : B1 , B2, B4 et B5 de 120 m³ minimum. Une autre réserve d'eau est également disponible sur le site voisin de la SCAEL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : N°11 : Accord assistance mutuelle avec société voisine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéa 6
Thème(s) : Risques accidentels, Accord assistance mutuelle pour utilisation de la réserve incendie voisine
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un accord d'assistance mutuelle est établi entre la société PARMENTINE et la coopérative agricole SCAEL qui dispose d'une réserve d'eau minimale de 800 m3.</p>
Constats : L'exploitant dispose bien d'un accord d'assistance avec la SCAEL (document datant du 27 octobre 2014 consulté en séance).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°12 : Autres dispositions sur réseau incendie (maillage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéas 7 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, Maillage réseau incendie
Prescription contrôlée : Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : Toutes les ressources en eau incendie extérieure prévues par l'arrêté préfectoral ne disposent pas d'une disponibilité opérationnelle permanente. En particulier, en 2021, le poteau incendie situé rue Pasteur et utilisable par le site PARMENTINE pour sa lutte contre l'incendie ne disposait à 1 bar que d'un débit de l'ordre de 15 m ³ /h.
Observations : Consultation en séance le 1er juillet 2022 des documents suivants : - Enregistrement des rondes incendie entre mars 2022 et le 1er juillet 2022. Attestation de la mairie de Voves en date du 3/06/16 fournissant le débit de poteau incendie situé au 16 rue Pasteur. - Compte-rendu de vérification datée du 03/06/21 par le prestataire Solution Incendie du débit du poteau incendie situé rue Pasteur. Lors de la visite de terrain du 1er juillet 2022, il a pu être constaté la présence de vannes de barrage au niveau de chacune des réserves incendie du site. Elles font l'objet d'une manipulation matin et soir dans le cadre des rondes effectuées par le personnel PARMENTINE. L'exploitant pourra toutefois mettre à jour son plan du réseau incendie pour y intégrer la présence des vannes de barrage. L'exploitant s'est assuré de la disponibilité de la ressource en eau de la SCAEL. En revanche le débit du poteau incendie situé rue Pasteur est insuffisant. Il ne dispose que d'un débit de l'ordre de 15 m ³ /h à 1 bar. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité permanente d'un débit d'au minimum 60 m ³ /h sous 1 bar pour le poteau incendie situé rue Pasteur auprès de la commune ou de proposer des solutions afin de disposer de ressources en eau suffisantes en tout point du site et en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°13 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes, procédures ou documents précisent : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre et notamment les modalités d'évacuation du personnel ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- les modes de transmission et d'alerte ;- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ;- les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel.
Constats : La procédure générale d'évacuation du personnel est à compléter pour définir les modes de transmission et d'alerte en cas d'intrusion ou d'incendie.
Observations : L'exploitant dispose bien d'une procédure générale d'évacuation du personnel, d'un registre sécurité ainsi qu'un document sur l'organisation en cas de sinistre. Toutefois, les modes de transmission et d'alerte en cas de détection intrusion et/ou incendie sont insuffisamment définies.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°14 : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système alerte interne
Prescription contrôlée : Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.
Constats : Prescription respectée.
Observations : Lors de la visite de terrain du 1er juillet 2022, il a pu être constaté en différents postes fixes la présence de cornes de brume permettant de signaler un danger ou alerter pour évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°15 : Contrôle de l'accès aux installations de distribution de GIL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès aux installations de distribution de GIL
Prescription contrôlée : Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés doit être assurée par un agent d'exploitation.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Les opérations de remplissage sont assurés par les caristes de PARMENTINE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°16 : Remplissage des réservoirs de véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.13
Thème(s) : Risques accidentels, Remplissage des réservoirs de véhicules
Prescription contrôlée : Le raccordement du flexible au véhicule et le remplissage du réservoir ne doivent s'effectuer qu'à l'aplomb de l'aire de remplissage. Le flexible doit être conçu et contrôlé conformément à la norme EN 1762. Sa longueur est inférieure ou égale à 5 mètres, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 0,65 litre. Un dispositif approprié devra empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. D'autre part, il sera soumis à un contrôle annuel en station, à un contrôle d'étanchéité tous les 3 ans et sera remplacé au plus tard tous les 6 ans.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de justificatif de la réalisation d'un contrôle annuel des flexibles.
Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si le flexible présent sur l'aire de distribution de GIL fait l'objet d'un contrôle annuel, ni de donner la date du dernier contrôle d'étanchéité réalisé ainsi que la date du dernier remplacement réalisé. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs correspondants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°17 : Moyens incendie sur les installations de distribution de GIL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie sur installations de distribution en GIL
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de : - 2 extincteurs à poudre polyvalente de type NF M1H 21 À - 233 B et C situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à 20 mètres. - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : L'affichage des moyens permettant d'alerter les services de secours et d'incendie était manquant le jour de l'inspection.
Observations : Lors de la visite de terrain du 1er juillet 2022, il a été effectivement constaté la présence sur l'aire de distribution de GIL de deux extincteurs à poudre (dûment vérifiés en mars 2022). En revanche, l'affichage des moyens permettant d'alerter les services de secours et d'incendie était manquant. L'exploitant devra procéder aux actions correctives nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : N°18 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant devra porter à la connaissance du préfet les récentes modifications survenues sur ces installations et fera notamment une mise à jour de son classement ICPE au regard des produits qui ne sont plus utilisés (fluides frigorigènes) mais également au titre de l'évolution de la nomenclature ICPE (rubriques 4XXX).
Observations : Dans le cadre de la VI du 24/09/15, il avait été formulé les demandes suivantes D1 et D2 auxquelles aucune réponse n'a été apportée par l'exploitant : - D1 : Transmettre à l'inspection le classement des installations par rapport aux rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE (MàJ attendue par rapport anciennes rubriques 1185, 1432, 1412 + au titre des mélanges de produits phytosanitaires employés sur site). - D2 : L'exploitant informera l'inspection des modifications apportées à ses installations (notamment du comblement du bassin de lagunage présent sur le site) et transmettra un plan à jour de ses installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet